

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# La résistance de l'État syrien s'organise

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 6 AOÛT 2012



## La résistance de l'État syrien s'organise

**P**ar Ghaleb Kandil

Après l'écrasement des escadrons de la mort atlantistes à Damas, des milliers de combattants mercenaires et takfiristes se sont massés à Alep, dans le Nord. Cette ville devrait être le théâtre d'une bataille décisive qui déterminera l'évolution d'une guerre planifiée pour être longue et pour provoquer la destruction et le chaos en Syrie. L'objectif ultime étant d'affaiblir l'État et de démembrer le tissu social et national syrien afin de sortir le pays des équations régionales dans lesquelles il était, ces dernières quarante années, le principal acteur qui a empêché Israël et l'Occident d'étendre leur contrôle et leur hégémonie sur l'ensemble de la région.

La guerre dont est victime la Syrie sera longue et prend la forme d'une guerre d'usure, ce qui a poussé l'armée arabe syrienne et l'État à prendre la décision de trancher la bataille sur le terrain,

avec le soutien d'une large frange de la population. Cela s'est illustré par une forte participation populaire dans les combats aux côtés de l'armée, notamment à Alep, investie par des mercenaires et des « jihadistes » qui affluent du monde entier via la Turquie. Le gouvernement de l'illusion ottomane accentue ses pressions et intensifie son intervention dans l'espoir d'établir, avec l'aide de ces mercenaires, une zone tampon, qui servirait de tête de pont à une intervention étrangère en Syrie. Mais leurs calculs sont, encore une fois, loin des réalités sur le terrain.

Pendant que l'attention des médias internationaux impliqués dans la guerre contre la Syrie se focalise sur Alep, l'armée arabe syrienne a achevé de nettoyer Damas et ses principales banlieues de la présence des groupes terroristes. Dans ce contexte, la stratégie des rebelles est de disperser les capacités des troupes régulières, en ouvrant des fronts dans plusieurs régions, alors que l'État a pris la décision d'en finir une fois pour toute en écrasant les groupes terroristes partout en même temps.

La campagne militaire s'accompagne d'un effort entrepris par l'État national syrien sur les plans médiatique, économique et politique pour réunir tous les facteurs nécessaires pour garantir la victoire dans cette bataille cruciale pour le destin de la Syrie et de son peuple, comme l'a dit le président Bachar al-Assad.

Le principal défi que se pose à la Syrie est de trouver des cadres adéquats aux multiples initiatives de lutte contre les escadrons de la mort, apparues dans plus d'un domaine et dans de nombreuses régions. Les habitants ont coopéré d'une manière spontanée avec l'armée pour empêcher l'infiltration des groupes terroristes et aider à leur éradication des régions où ils se sont implantés. À travers des initiatives personnelles, les habitants ont aidé la troupe à localiser et détruire les cellules dormantes qui attendent un signal pour bouger et semer la mort et la destruction. Mais pour être plus efficaces, ces démarches ont besoin d'un cadre, d'une meilleure organisation et d'une structure minimale.

Tous ces efforts doivent accompagner la décision prise par les alliés régionaux et internationaux de la Syrie de faire face à cette nouvelle offensive impérialiste. C'est ainsi que le guide de la

révolution iranienne, Ali Khamenei, a affirmé que la bataille qui sévit actuellement en Syrie s'inscrit dans le cadre de la lutte entre les forces de la Résistance et de Libération et l'impérialiste hégémonique.

Idem pour la Russie, qui a dénoncé l'attitude négative des oppositions syriennes, qui, malgré les dizaines de délégations dépêchées à Moscou, refusent de faire le moindre pas, et continuent d'inscrire leur action dans le cadre de la stratégie états-unienne et occidentale.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« Lorsque les armées faisaient tomber des régimes [dans le monde arabe, ndlr], le pouvoir au Liban était issu des urnes, et lorsque les décisions et les ordres sans appel [des leaders arabes, ndlr] étaient la source du pouvoir et de la loi, la Constitution civile libanaise était la loi fondamentale de la République. À l'ère des coups d'État, l'armée libanaise est restée au cœur de la patrie, à l'ère de l'oppression des régimes, vous avez préservé l'ordre public, à l'ère de l'autoritarisme du pouvoir, vous avez conservé votre allégeance à l'État et aux institutions. Les rôles ont changé, imposant de nouveaux défis. Ces changements dans notre environnement devraient nous inciter à améliorer nos pratiques démocratiques, consolider les fondements de notre entente nationale et de notre quiétude sociale, et renforcer notre rôle sur le double plan régional et international. Ces changements requièrent de votre part un rôle accru et avant-gardiste à la lumière d'une possible modification des équilibres stratégiques. Il nous paraît impératif dans ce contexte d'élaborer une stratégie nationale de défense qui inclurait le règlement du problème des armes. Cette stratégie devrait être fondée sur l'armée libanaise et rassembler toutes les potentialités nationales, résistantes, susceptibles de faire face aux plans de l'ennemi israélien. Il reste que l'armée ne saurait accomplir sa mission sans assurer un environnement national axé sur les principes élémentaires définis par les pères fondateurs en*

*différentes circonstances et qui ont été reformulés dans la déclaration de Baabda du 11 juin 2012. Non aux mini-États et aux enclaves sociales et confessionnelles qui se développent en marge de l'État et au détriment de son unité, a ajouté le chef de l'État. Nous sommes pour la participation à la défense nationale sur base d'une formule qui ferait l'objet d'un consensus, dans le cadre de la Constitution, des impératifs de l'entente nationale et des résolutions de la légalité internationale. Mais l'armée et les forces légales officielles ne sauraient avoir de partenaire pour ce qui a trait à la sécurité, la souveraineté et l'usage de la force, qui est un droit exclusif réservé à l'État. Nous rejetons les armes qui sont répandues de manière chaotique et nous sommes opposés à l'utilisation des armes pour des objectifs qui sortent du cadre du consensus national. Nous sommes pour la lutte politique respectant le principe démocratique du droit à la différence, et nous sommes opposés aux idéologies qui torpillent la liberté et le point de vue d'autrui dans une société pluraliste, sur le double plan culturel et religieux, telle que le Liban. Nous sommes pour la neutralité du Liban vis-à-vis de la politique des axes et des conflits arabes et régionaux qui sont une source de conflit entre les Libanais, mais contre la neutralité du Liban pour ce qui a trait aux causes arabes justes, dont notamment la cause palestinienne. L'État n'acceptera jamais, sous aucun prétexte, que l'armée soit contrainte d'abandonner son rôle sur n'importe quelle portion du territoire libanais. L'expérience des dernières décennies a prouvé que toute région qui ne bénéficie pas de la couverture de l'armée devient livrée à toute sorte d'agression. Nul ne devrait se tromper dans ses calculs et son estimation de la situation, en ce sens que l'expérience des trente dernières années a été amère du fait que le rôle de l'armée dans la défense du Sud a été marginalisé. »*

**Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« L'indiscutable défaite historique israélienne de l'an 2000 a été grâce à la résistance et pas à la communauté internationale, la Ligue arabe, l'OCI ou la résolution 425. D'ordinaire, une résistance qui triomphe gouverne. Cela a été le cas dans plusieurs pays. Au Liban, la résistance n'a pas cherché à gouverner et a offert son triomphe aux Libanais. Le Liban est d'ailleurs une exception à tous*

*les niveaux. La Résistance a juste affirmé qu'elle devait poursuivre son action. Après la défaite israélienne de l'an 2000 est apparue une revendication américano-israélienne : en finir avec la Résistance et ses armes, sous prétexte que le Hezbollah en représente le gros morceau. C'est alors que le grand titre est devenu d'ôter les armes du Hezbollah, parce que ce sont les armes qui peuvent vaincre Israël. Certaines parties au Liban ont adopté cet objectif et nous nous sommes retrouvés face à une nouvelle bataille politique et médiatique sur la scène interne et externe, dont le titre est devenu : ôter à la résistance ses armes. Après l'an 2000, plusieurs compromis nous ont été proposés par les États-Unis et d'autres concernant les armes, en échange de pouvoir et d'argent, en échange aussi du fait que nous soyons biffés de la liste des organisations terroristes. Nous avons tout refusé. Nous considérons que la Résistance est une garantie de force pour le Liban et la protection de notre peuple, qui a été abandonné par le monde entier. Avant 2004, un compromis a été proposé à la Syrie avant la 1559. J'attire ici l'attention du 14-Mars sur le fait qu'au moment où vous parliez sur Washington, les États-Unis étaient en train de négocier en parallèle avec les Syriens. Un chef arabe était venu dire à l'époque au président syrien Bachar el-Assad qu'il pouvait rester au Liban s'il le voulait et même entrer au Liban-Sud. Assad lui a demandé quel en était le prix. Le prix, ce sont les armes du Hezbollah et des Palestiniens, et vous bénéficiez d'un mandat international pour rester au Liban. Le président Assad a refusé cette offre. J'attire l'attention de certains intellectuels sur le fait que la Syrie n'est pas une association caritative, mais qu'elle possède une vision du conflit arabe, pour se protéger et protéger le Liban d'Israël. Assad a dit au dirigeant arabe que c'est la Résistance qui garantit la protection du Liban et des Arabes. C'est alors que la résolution 1559 a été adoptée et que la pression internationale sur le Liban et la Syrie a commencé. Je rappelle que Sylvan Shalom, le ministre israélien de la Défense à l'époque, avait déclaré que la 1559 était le résultat d'efforts israéliens accrus. Certaines parties libanaises ont adopté cette résolution et son contenu. De longues rencontres ont eu lieu à cette époque avec le Premier ministre martyr Rafic Hariri. Nous nous sommes entendus sur le fait que les armes de la Résistance devaient perdurer jusqu'au jour où un*

*règlement global aurait lieu dans la région. C'est à ce moment-là que nous discuterions de l'avenir des armes de la Résistance. Et puis il a été tué. Nous avons accepté de faire un compromis en acceptant le dialogue sur les armes alors que nous refusions cela auparavant. Nous avons été dans l'espoir de parvenir à une entente nationale, et il y avait un accord tacite entre nous et Saad Hariri, qui m'avait dit, devant témoins, qu'il respecterait les engagements de son père à notre égard. J'avais exposé l'expérience réussie de 1996 concernant le rôle de l'armée, de la diplomatie et de la Résistance, en me basant sur les propos du Premier ministre Sélim el-Hoss, qui avait parlé de stratégie fondée sur la coordination entre l'armée et la Résistance au plus haut niveau, sans arriver à la question du commandement, parce qu'à ce moment-là, l'armée cesserait d'exister. Et avec cela, il y en a qui prétendent que le Hezbollah n'a pas présenté de vision concernant la stratégie défensive et ne veut pas le faire. Quel culot ! Le mensonge dans ce pays a atteint un degré poussé d'effronterie. Nous avons été les premiers à présenter une proposition de stratégie de défense à la table de dialogue, lors de la première séance. J'ai dit que la Résistance pouvait infliger une défaite à l'ennemi sur le terrain et c'est ce qui s'est produit durant la guerre de juillet. La guerre s'est terminée par une reconnaissance israélienne de défaite. Quant à ceux qui ont voulu nier cette défaite, ils ont continué à le faire. Après l'accord de Doha, le président Sleiman a appelé au dialogue. Des documents ont été présentés au cours des séances de dialogue. Jusqu'à présent, le document du Hezbollah sur la stratégie défensive qui date d'avant juillet 2006 n'a pas été discuté. Ils ne veulent pas le faire et ne le feront pas. Pour une seule raison : ils ont un engagement auprès des États-Unis à tenir, en l'occurrence arracher les armes du Hezbollah. L'autre camp a pris une seule décision, celle d'arracher les armes du Hezbollah. Il ne veut pas protéger le Liban. Les forces du 14-Mars veulent une seule chose : remettre les armes aux États-Unis parce que ces derniers les exigent. Le 14-Mars a présenté des documents sur la stratégie défensive. Ils ont été publiés. Leur objectif unique : remettre les armes à l'armée. Telle est leur stratégie. L'un des chefs du 14-Mars a affirmé il y a quelques jours qu'il ne fallait pas trop se fatiguer à discuter de la stratégie défensive et que le*

*Hezbollah remettrait ses armes une fois le régime syrien tombé. Donc, le but, ce sont les armes du Hezbollah. Tout ce qu'ils veulent, c'est aller dire aux États-Uniens de leur confier la direction du pays. Un autre des chefs du 14-Mars a dit que le dialogue sur les armes était un dialogue de sourds. Il a raison. Les sourds, ce sont eux. Nous avons un régime qui a peur des États-Uniens. Si la Résistance remet ses armes à l'armée, où est-ce que l'armée entreposera ces armes et ces missiles ? Israël les détruirait en deux heures. Une armée régulière n'a pas la capacité de résister face à l'aviation israélienne. Ceux qui parlent de remettre les armes de la Résistance à l'armée sont en train de perdre la résistance et l'armée. L'objectif de cette demande n'est pas d'armer le Liban mais d'en finir avec les armes de la Résistance. Si vous voulez vraiment armer l'armée, allons en Iran pour le faire. Quant à ceux qui souhaitent remettre les armes de la Résistance à l'armée, ils souhaitent en réalité arracher les armes au Hezbollah. Ce qui protège le Liban aujourd'hui, c'est l'équilibre de la terreur avec Israël. À partir du moment où les armes du Hezbollah sont sous le contrôle de l'État, elles perdront leur force de dissuasion. Cet État n'est même pas capable de régler la question des journaliers d'EDL ou d'obtenir la levée d'un sit-in. C'est un État confessionnel incapable de prendre une décision à ce niveau. Nous ne pourrons plus rien faire si les armes sont sous son contrôle. Les États-Uniens sont au téléphone : ils pourraient alors imposer aux responsables libanais de ne pas riposter à une attaque israélienne en menaçant notre système bancaire. La stratégie la plus convenable pour le moment c'est une armée et une Résistance fortes en harmonie entre elles. Il faut une stratégie de libération parallèle à la stratégie de défense. Il y a des territoires qui sont toujours occupés et qui devraient être libérés. Si l'État refuse d'établir une stratégie de libération, il relèverait alors du droit des Sudistes et de tout Libanais de considérer qu'il y a une terre à libérer et nous ferons alors le nécessaire. Mais ceci est une autre question que nous discuterons en temps voulu. »*

**Michel Aoun**, chef du Courant patriotique libre

*« Nous vivons aujourd'hui au Liban une période exceptionnelle, couverte de sang, de feu et de dangers, et il y en a qui essaient de*

*cloner le passé en essayant de détruire l'armée, cette force qui défend la cohésion entre les différentes composantes du tissu libanais. C'est une violation extrêmement grave ; pratiquement un crime. »*

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 4 août 2012)

« Les amis de Georges Ibrahim Abdallah doivent-ils enlever un Français au Liban en vue d'obtenir sa libération ? ». Telle est la question soulevée par Jacques Vergès, l'avocat de Georges Ibrahim Abdallah, à l'occasion de l'entrée de son client dans sa 28ème année de détention.

« La Campagne internationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah » a adressé une lettre ouverte aux trois présidents, Michel Sleiman, Najib Mikati et Nabih Berry, ainsi qu'à l'opinion publique libanaise, arabe et française, dans laquelle elle a considéré que le rapport, émis le 30 juillet 2012, par le « comité pluridisciplinaire » en France constitue « un indice négatif concernant l'évolution de la cause ».

Le rapport précité s'oppose à la libération d'Abdallah, « car il est toujours malade ». Ce diagnostic est le « résultat d'un test » auquel a été soumis Georges au « Centre National d'Évaluation » à la prison de Fresnes, où les médecins, les psychiatres, les psychologues et les responsables administratifs ont prétendu tester sa « dangerosité », due à la « maladie » politique suivante : « son engagement politique à l'anti-impérialisme et l'antisionisme ».

Les responsables de la campagne ont signalé qu'Abdallah est « le plus ancien prisonnier politique en France, malgré le fait qu'il était en droit d'être libéré depuis 1999, conformément au jugement prononcé dans son affaire par les Cours françaises ». La Campagne internationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah a de nouveau invoqué les propos de l'ancien officier Yves Bonnet (Patron de la DST au moment de l'arrestation de Georges), ainsi que les propos de l'ancien magistrat Alain Marsaud qui a affirmé que « Georges Ibrahim Abdallah a été condamnée pour une chose qu'il n'a pas commise ».



Son avocat français explique que la raison pour laquelle Abdallah est gardé derrière les barreaux, c'est que « les autorités françaises œuvrent au service des intérêts états–uniens ». Et de poursuivre, « j'ai écrit dans plusieurs lettres que j'ai adressées aux responsables : la justice française ne doit pas se conduire comme la putain de l'Amérique ».

**As Safir** (2 août 2012)

Kassem Kassir

Des sources islamistes informées rapportent qu'une délégation du mouvement palestinien Hamas a visité Beyrouth ces deux derniers jours pour y rencontrer le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, le secrétaire général de la Jamaa islamiya, Ibrahim el–Masri, et le chef du bureau politique du Mouvement Amal, Jamil Hayek. Les entretiens ont porté sur les derniers développements au Liban et dans la région, plus particulièrement sur les moyens de faire face aux dangers d'une discorde communautaire. La discussion a évoqué les moyens d'élaborer une initiative de règlement de la crise syrienne en coordination avec certaines parties arabes et islamiques.

La source ajoute que les commandements du Hamas et du Hezbollah sont tombés d'accords sur la nécessité de déployer les efforts nécessaires pour faire face à toute manifestation au tout incident susceptibles de provoquer une fitna. Nasrallah a rendu hommage aux démarches entreprises par le Hamas en vue de renforcer la coopération et la coordination entre les différentes forces islamistes dans le but d'organiser des assises islamiques élargies consacrées à l'examen de la situation au Liban et dans la région. La Jamaa islamiya et le mouvement Amal ont exprimé leur soutien à cette initiative.

En parallèle, le centre du martyr al–Sadr, relevant du parti al–Daawa islamique en Irak, situé dans la banlieue de Beyrouth, a accueilli une rencontre élargie à laquelle ont pris part le conseiller du Premier ministre irakien, cheikh Abdel Halim Zouheiri, le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, Mohammad Raad, le député du Hezbollah Ali Fayyad et Jamil Hayek, ainsi qu'un groupe de journalistes et de responsables d'associations culturels et une délégation de la Fondation Fadlallah.

Les allocutions ont mis l'accent sur la nécessité de développer la coordination entre toutes les forces islamistes au Liban pour faire face à la discorde sectaire et aux plans occidentaux visant à partager la région sur des bases communautaires.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (3 août 2012)

Des milieux américains et arabes pensent que la solution à la guerre en Syrie passe par un accord entre les États-Unis et la Russie sur les questions litigieuses. Un accord qui rassurerait Moscou sur ses intérêts vitaux et stratégiques, menacés par l'extension de l'influence américaine en Europe, qui est arrivée jusqu'à ses frontières, par l'islamisme moyen-oriental arabe et par l'ottomanisme émergent.

Ce point de vue est pertinent. La Russie est furieuse d'avoir été poussée à voter au Conseil de sécurité une résolution autorisant indirectement une intervention militaire en Libye pour renverser son régime, sans avoir pu en étudier les clauses et leurs implications. Aussi, Moscou est-elle déterminée à empêcher les États-Unis à rééditer le même scénario et refuse d'être ignorée et que ses intérêts vitaux et stratégiques soient menacés. D'autant que de telles situations se sont souvent produites depuis l'effondrement de l'Union soviétique. La Russie n'a trouvé que la Syrie d'Assad pour incarner cette « cause » et pour réhabiliter son rôle et son influence sur la scène internationale. La base navale russe de Tartous a conforté ce choix.

De même que la Syrie n'a trouvé que la Russie et son président Vladimir Poutine, qui renferme dans sa personnalité les traits d'un tsar, pour la soutenir dans son conflit contre son peuple, ses voisins turcs et ses frères arabes. Cependant, toutes ces données, malgré leur importance, ne signifient pas qu'un accord russo-américain est susceptible de mettre un terme à la guerre civile en Syrie. D'abord, le commandement syrien sait que toute entente entre Washington et Moscou se fera au dépend du régime, de ses chefs et du parti Baas. Ensuite, les responsables du régime savent qu'il leur est impossible de gagner la guerre civile, mais ils savent qu'ils peuvent combattre encore très longtemps. La confiance du régime dans ses capacités, même en l'absence d'un appui russe,

vient du fait qu'il sait que son allié stratégique, l'Iran, ne l'abandonnera pas. Téhéran l'aidera à conserver son contrôle sur toute la Syrie et, si cela s'avère difficile, sur la nouvelle « géographie » qui pourrait émerger.

### **An Nahar** (2 août 2012)

Jihad El-Zein

Damas et Alep sont détruites en l'espace de quelques jours –ou du moins une grande partie des deux villes– comme elles ne l'avaient jamais été depuis 500 ans. Même la comparaison avec le célèbre bombardement aérien français de Damas en 1945 n'a pas lieu d'être. Qui assume la responsabilité morale de cette situation ? De grâce, éloignons-nous des explications faciles sur la responsabilité exclusive du régime syrien dans ce drame. Je n'ai pas besoin que l'on nous rappelle, à moi et à d'autres, la barbarie de ce régime. Qui est responsable d'avoir entraîné dans la tourmente des affrontements militaires ces deux villes ? La réponse est claire : l'opposition armée syrienne et les parties régionales et internationales qui la soutiennent. S'agit-il de punir les habitants de Damas et d'Alep de n'avoir pas pris part aux manifestations pacifiques, quelles que soient les raisons qui les ont poussé à rester à l'écart du mouvement de contestation ?

Loin de la démagogie révolutionnaire (surtout celle qui est motivée par des intérêts naissants) il faut dire haut et fort, quel qu'en soit le prix et malgré le terrorisme intellectuel, qu'aucune raison politique révolutionnaire ne méritait de provoquer la destruction de Damas et d'Alep. Nous savons tous que ces batailles ont été artificiellement provoquées, contrairement à ce qui s'est passé à Homs, Hama et Idleb, où les circonstances inhérentes à ces villes ont conduit à une confrontation militaire. L'hypocrisie des politiques internationales, que nous avons expérimentées dans les guerres du Liban, de Yougoslavie, de Libye et d'Irak, nous pousse à nous demander si la destruction de ces deux villes n'est pas voulue afin que les États situés au Nord de la Syrie, l'Europe et l'Amérique, puissent contrôler, seuls, le marché de la reconstruction du pays. Avec ce que cela implique comme complicité (à l'instar de l'Irak qui n'en finit pas de se reconstruire) entre les corrompus et la nouvelle classe politique syrienne qui est en train de se former (comme la

classe politique irakienne qui est né à Londres). La révolution syrienne ne peut-elle avoir lieu sans la destruction de Damas et d'Alep ?

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 3 août 2012)  
Le renvoi par le Liban de 14 ressortissants syriens mercredi soir, remis aux autorités syriennes, a provoqué une vague de condamnations locales et internationales. Le député Walid Joublatt a réclamé la démission du directeur de la Sûreté générale (SG), le général Abbas Ibrahim. Dans un communiqué, la SG a indiqué que « toute décision d'expulsion de ressortissants syriens, arabes ou étrangers est fondée sur des dossiers judiciaires et sécuritaires respectant les traités et les conventions régionales et internationales ». « La décision de renvoyer les quatorze Syriens était fondée sur des actes criminels et des violations commises durant leur séjour au Liban », ajoute le communiqué, qui énumère ensuite les 14 noms avec les crimes ou délits commis par chacun. « Ces personnes ont été remises aux autorités syriennes parce qu'elles avaient des problèmes avec la justice et qu'elles avaient commis des délits, et pour autant que nous le sachions, il ne s'agissait pas de militants politiques », a indiqué un responsable de la SG cité par l'AFP. « Si cela avait été le cas, nous ne les aurions pas expulsés », a-t-il ajouté.

**Al Akhbar** (2 août 2012)

Jean Aziz

L'attentat de 18 juillet à Damas fait partie d'un plan de plusieurs étapes soigneusement mis au point, dont la défection de Manaf Tlass est la première. L'exfiltration de ce dernier de la Syrie a été organisée en vue de lui attribuer un rôle clé à l'issue de l'attentat. Mais, à peine deux heures passées, l'auteur de l'attentat a été identifié, grâce aux caméras installées dans les lieux de l'attentat et dans les environs. Une autre personne impliquée dans l'attentat est entre les mains des autorités. Par ailleurs, toutes les informations obtenues révèlent qu'un véhicule attendait l'auteur de l'attentat, en vue de le transporter immédiatement vers une ambassade occidentale ou une ambassade d'un pays de la région, proche de la première. Quelques heures plus tard, les auteurs de l'attentat ont constaté que leur coup dur n'a pas éliminé les chefs

sécuritaires et militaires, et que leur opération a échoué. C'est alors qu'ils reçoivent les instructions de passer au plan alternatif : offensive à Alep, dans une dernière tentative d'imposer le scénario libyen en Syrie.

### **Al Akhbar** (3 août 2012)

Nasser Charara

Le président du Parlement Nabih Berry sort de sa poche une petite feuille et explique : « Voici une affaire qui prouve l'existence de graves dangers qui pèsent sur le Liban ». Il commence à lire : « A.G. a appelé M.M. pour lui demander s'il y a du nouveau au sujet du plan visant à assassiner Nabih Berry. Poursuivez vos efforts et exécutez ce plan, ordonne-t-il à son interlocuteur ».

M. Berry commente : « Voici des informations concernant la tentative d'assassinat qui me vise ainsi que le commandant en chef de l'armée. Celui qui veut me tuer porte un faux nom. Mais il est clair que quelqu'un veut jeter des allumettes sur une terre inflammable. »

Le chef du Législatif parle ensuite de la Syrie, en rappelant que ce pays a « soutenu la Résistance comme personne ne l'a jamais fait ». « L'Algérie aussi a offert une aide, sinon aucun autre pays ne l'a fait à ma connaissance ».

« Lorsque l'émissaire Kofi Annan est venu me voir, je lui ai dit que la sortie de crise passe par une réunion entre l'Iran, la Turquie, Russie et l'Amérique, afin d'élaborer une feuille de route avant de convoquer une conférence internationale, précise-t-il. J'ai fais la même proposition à l'émissaire états-unien William Burns. » Et M. Berry d'ajouter : « Je suis confiant dans la capacité de la Syrie à surmonter ces moments tragiques. Mais dans le même temps, je crains qu'elle ne soit partagée et j'ai peur des conséquences d'un tel projet sur le Liban. Le chef d'un Etat européen a informé une partie libanaise, il y a 15 jours, que le Liban se dirige vers une fédération sur le modèle suisse. Il a conseillé à toutes les forces politiques de faire preuve de sagesse et de ne pas s'opposer à ce projet car cela ébranlerait la stabilité du Liban. Je vais recouper cette information auprès de la personne adéquate. Mais quoi qu'il en soit, devant la gravité des dangers qui guettent le pays, je passe mon temps à jouer un rôle d'apaisement. »

**L'Orient–Le Jour** (Quotidien francophone libanais proche du 14–Mars)

Scarlett Haddad (3 août 2012)

Le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah a voulu remettre certaines pendules à l'heure au sujet du document présenté par le Hezbollah en mars 2006 sur sa vision de la stratégie de défense. À tous ceux qui prétendent que le parti n'a pas encore présenté son document, le secrétaire général a clairement répondu en revenant sur les principaux points de l'étude qu'il avait lui-même développée devant les participants à la conférence de dialogue, avant qu'il ne cesse d'y participer personnellement pour des raisons de sécurité. Il a ainsi expliqué le concept de la complémentarité entre l'armée et la résistance qui est, elle, plus mobile et libre de ses actes, alors que l'armée est tenue par des règles rigides et, en tant qu'institution étatique, elle a les mains liées par les lois qui régissent les relations internationales entre les États. C'est ce qui a poussé Hassan Nasrallah à parler d'une marge de manœuvre entre la Résistance et l'armée qui permet une sorte de distribution des rôles qui est à l'avantage du Liban dans sa lutte pour la libération de son territoire et pour écarter la menace israélienne qui pèse sur lui. Mais le secrétaire général du Hezbollah reste convaincu que quoi qu'il dise ou fasse, il restera la cible d'une attaque systématique car ses détracteurs ne veulent pas d'un véritable dialogue. Ils ont surtout un objectif : détruire les armes de la Résistance et la Résistance dans son ensemble pour répondre à la demande explicite des Américains, lesquels agissent dans l'intérêt des Israéliens.

Les milieux du Hezbollah estiment qu'il est désormais clair que la guerre qui se joue en Syrie n'a absolument rien à voir avec la lutte pour la démocratie. Même les médias les plus hostiles au régime syrien et au Hezbollah, comme le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*, publient des articles sur la mainmise du réseau el–Qaëda sur l'opposition syrienne.

**L'Orient–Le Jour** (2 août 2012)

La réunion mensuelle que l'Assemblée des évêques maronites a tenue hier à Dimane, sous la présidence du patriarche Béchara Raï a rendu public ce qu'elle a qualifié d'« appel du 1er août », axé sur le

dossier économique. Évoquant les retombées de la crise syrienne sur la conjoncture économique locale, le document dénonce les tiraillements politiques qui entretiennent le marasme actuel, lequel « prend une tournure confessionnelle ». « Face à une telle situation, nous assistons à une impuissance chronique au niveau de la décision politique et de la vision économique, ce qui risque de mener à une faillite de l'État si la crise est abordée de manière irresponsable et de façon partielle, affirme l'appel des évêques. De ce fait, il est devenu impératif de plancher sur des solutions radicales. »

Soulignant qu'ils ne pouvaient se tenir à l'écart de problèmes auxquels sont confrontés les citoyens et les couches les plus défavorisées de la population, les évêques maronites ont relevé que la teneur de leur appel constitue « un cri d'alarme et un appel pressant à trouver les solutions adéquates avant qu'il ne soit trop tard ». « Nous nous adressons d'abord à l'opinion publique libanaise afin qu'elle prenne conscience de son rôle dans l'exercice de ses droits démocratiques à la faveur des élections (législatives), de manière à réclamer des comptes (aux responsables officiels), de même que nous nous adressons à tous les responsables afin qu'ils assument leurs responsabilités morales et nationales », souligne le communiqué.

Le document expose ensuite les principaux facteurs qui sont à la base du marasme économique, évoquant plus particulièrement le dossier de l'électricité « qui constitue désormais un danger pour l'économie nationale du fait qu'il accapare près de 20 pour cent du budget annuel de l'État et représente 65 pour cent du déficit public, un chiffre qui est appelé à augmenter chaque année ». L'Assemblée des évêques a également pointé du doigt l'accroissement de la dette publique, mettant l'accent sur le fait que l'État est contraint de s'endetter d'année en année afin de couvrir le service de la dette. « Le déficit budgétaire augmente ainsi annuellement, ajoute le document, du fait que les problèmes relatifs à l'électricité et à la dette publique ne sont pas réglés. Si on ne fait pas face à ces problèmes, ce qui nous attend dans les prochaines années est réellement effrayant. Certains experts s'attendent ainsi qu'en 2016 la dette publique augmente de 33 pour cent pour atteindre un montant de 80 milliards de dollars, le déficit budgétaire annuel

augmentant pour sa part de 47 pour cent. »

À la lumière de telles données alarmantes, le document avance quelques propositions pour redresser la situation :

- ▶ Mettre l'accent sur le rôle régulateur de l'État.
- ▶ Stimuler le partenariat entre le secteur public, d'une part, et le secteur privé, tant au niveau des résidents que des émigrés, d'autre part.
- ▶ Élaborer un plan quinquennal afin de diminuer la dette publique, ce qui nécessite de traiter les dossiers socio-économiques en suspens en mettant en chantier une réforme radicale.
- ▶ Accélérer la mise en application de la décentralisation administrative élargie et la décentralisation au niveau du développement, en favorisant un développement équilibré.
- ▶ Imposer l'autorité de l'État dans toutes les régions pour ce qui a trait au paiement des impôts et à la collecte des factures.

**Haaretz** (Quotidien israélien-2 août 2012)

Des experts du ministère israélien de la Défense ont estimé qu'environ 200 civils israéliens périront en cas de guerre contre Israël et le Hezbollah.

Ce bilan pourrait s'élever à 300 morts si la Syrie participe à cette guerre. Ces estimations ont été annoncées lors de manœuvres militaires de l'armée israélienne et sont basées sur le nombre de missiles que possèdent l'Iran, le Hezbollah et la Syrie, ainsi que sur les analyses des conflits précédents et l'état de préparation de l'armée israélienne.

Les experts ont précisé qu'en ce qui concerne les missiles de longue portée du Hezbollah de type « M-600 », Israël va devoir les détruire avant qu'ils ne soient lancés. Les experts israéliens estiment que l'Iran, qui possède « quelques centaines de missiles de longue portée » aura des difficultés à les lancer tous car Israël en aura détruit une partie avant leur lancement, et le système antimissile interceptera une autre partie, alors que le reste s'abattra dans des régions désertes. Les experts ont cependant estimé que quelques missiles tomberont dans des zones résidentielles surtout dans le centre du pays. Lors de la guerre du Golfe en 1991, les experts israéliens avaient estimé que chaque missile irakien qui tomberait en Israël ferait trois morts. Or, « plus



de 40 missiles avaient été lancés depuis l'Irak et n'avaient fait que 1 mort ».

**Reuters** (Agence de presse britannique, 4 août 2012)

Juliette Rabat

À Alep et dans son arrière-pays, les rebelles de l'Armée syrienne libre ne font pas l'unanimité, certains affirmant que leurs opérations d'autodéfense s'apparentent souvent à des vendettas à peine déguisées, et qu'ils sont arrogants et envahissants.

"S'ils n'aiment pas ce que fait une personne, ils l'attachent, la battent et l'arrêtent", explique un homme qui se désigne lui-même comme Abou Ahmed, dans la ville d'Azaz, au nord d'Alep. Dans l'école d'Alep, les gardiens des forces rebelles escortent tout au long de la journée une série d'hommes claudicants, les yeux bandés, vers la salle de bain tandis qu'un homme tient son estomac douloureux après une séance de coups.

Abou Zaher, un commandant de 40 ans et le chef administratif des rebelles au sein de cette base, précise que ses hommes s'efforcent de maintenir l'ordre dans les zones qu'ils contrôlent. "Nous ne combattons pas seulement l'armée", indique-t-il. "Nous sommes aussi un groupe qui a une vision réformatrice, nous voulons ramener la moralité et la civilisation dans notre pays." Le commandant Abou Ali explique que les rebelles "organisent la livraison de farine dans les fours pour que le flot de pains cuits pour les voisins se maintienne, et nous réglons des problèmes domestiques entre les couples qui viennent demander notre protection". "Nous combattons les petits vols dans les rues pour tenir les voleurs à l'écart", ajoute-t-il.

Pendant la journée, un flot de gens passent la porte de la base avec une série de requêtes – des dons pour du carburant, de l'aide pour reconstruire une maison, des demandes pour récupérer les voitures confisquées par la police pour des infractions au code de la route.

Abou Ali explique qu'ils ont également essayé de maintenir le versement des salaires aux services d'entretien de la ville pour que les ordures soient ramassées. "Nous essayons de contrôler la situation de telle sorte que quand Assad tombera complètement, le chaos soit limité", précise-t-il. "Il y a ceux qui portent des armes et prétendent faire partie de l'Armée syrienne libre, mais qui sont en

réalité des voleurs", ajoute-t-il. "Nous avons attrapé des hommes qui remplissaient des bidons d'essence avec de l'eau et les vendaient aux gens comme si c'était du pétrole", poursuit-il, ajoutant que ses hommes appliquent la charia (loi islamique) aux voleurs.

Beaucoup de ceux emprisonnés au sous-sol sont accusés de faire partie des chabihas, la milice pro-Assad. Leurs armes confisquées forment une pile dans le bureau d'Abou Zaher.

Selon Abou Ali, beaucoup de ceux qui sont capturés sont relâchés, pour peu qu'ils acceptent de faire défection en faveur des rebelles ou s'ils peuvent prouver qu'ils ont été forcés de travailler contre la révolution.

"Nous avons capturé ce type qui ordonnait aux gens lors d'une manifestation de ne pas chanter contre Assad", explique Abou Ali en désignant un homme mince vêtu d'un jean et coiffé d'une crinière bouclée qui traverse la base. Il a eu les yeux bandés et a été battu. "C'est un chabiha, mais maintenant, il dit qu'il a changé et qu'il veut faire partie de l'Armée syrienne libre, nous le laissons donc partir", poursuit-il. Mais ceux qui sont reconnus coupables d'avoir tué des civils ou des rebelles seront envoyés vers des "tribunaux" à Azaz pour être jugés par le commandant en chef de la brigade Amr bin al Aas, désigné seulement par le prénom d'Ahmed.

"Nous utilisons la charia pour juger nos prisonniers", déclare Ahmed. "Nous avons recours à des juges qui ont étudié la loi islamique et à des témoins, et ils les jugent en conséquence." "La loi islamique pour un tueur stipule qu'il doit être tué – donc seuls ceux dont nous savons qu'ils ont assassiné des gens dans cette guerre sont abattus où qu'ils soient", ajoute-t-il.

L'influence grandissante des rebelles, et les signes de rivalités et de luttes intestines parmi eux inquiètent certains habitants. "L'Armée syrienne libre nous donne maintenant mal à la tête", commente Abou Ahmed, qui travaille avec des journalistes à Azaz. Les gens que les rebelles n'aiment pas sont battus et arrêtés, dit-il. "Les conflits de personnalités entre les membres de la brigade sont résolus par des enlèvements et par la force. Ils sont suffisants et nous ne sommes pas contents de cela." Il explique que vendredi, ils ont entendu parler d'un homme de la ville qui a été pris en otage

parce qu'il vendait des légumes à des Kurdes près de la frontière turque.

"Parce que les Kurdes n'ont pas été à nos côtés dans la révolution et que l'Armée syrienne libre ne les aime pas, ils ont décidé de l'arrêter et ont également demandé une rançon de 400 dollars pour le laisser partir", poursuit-il. Abou Zayd, un étudiant en droit de 22 ans, précise que les rebelles sont devenus envahissants à Azaz. "Ils ont commencé à nous donner des ordres dans nos quartiers", explique-t-il. "Ils essayaient d'organiser les files d'attente pour le pain mais laissaient ensuite leurs amis armés couper la queue pour passer devant les civils, et utilisent leurs relations au sein de l'armée pour s'accorder des traitements de faveur les uns aux autres." "C'est pourquoi les civils prennent vraiment soin désormais d'envoyer un message à l'Armée syrienne libre pour lui dire que nous apprécions son travail mais qu'elle doit rester à l'écart de notre vie civile. S'ils ne le font pas, nous continuerons à descendre dans la rue contre eux", ajoute-t-il.

*Pierre Khalaf*

Source  
[New Orient News \(Liban\)](#)

---

Source : « La résistance de l'État syrien s'organise », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 6 août 2012, [www.voltairenet.org/a175274](http://www.voltairenet.org/a175274)